



## Annnonce des réflexions sur le nouveau rôle des territoires

**Annnonce des réflexions à venir qui découlent du nouveau rôle des territoires. Les clusters et pôles d'innovation. La nature de la nouvelle économie et la transition vers l'oeconomie. L'inadéquation des outils actuels d'analyse et d'action. Les approches de la transition vers des sociétés durables et les initiatives émergentes. La conception et la gestion des villes, du modèle mécanique au modèle éco-systémique. De la Ligue Hanséatique aux réseaux de villes et de régions.**

«Nous avons raconté la revanche des territoires en nous arrêtant à aujourd'hui. Nous avons défini ce qu'était un territoire comme communauté. Il nous reste à voir, pour élargir notre champ de vision sur ce qu'est la gouvernance territoriale, ce que les territoires vont être appelés à être et quel rôle ils vont être appelés à jouer dans les cinquante prochaines années.

Je crois qu'il faut prendre très au sérieux l'idée des cinquante prochaines années, pour deux raisons. La première est que les structures que nous créons à l'échelle d'un territoire sont là pour durer. Repensons rétrospectivement. Tout le monde dit : « Priorité du moment : isolation énergétique des logements, qualité thermique des logements. » Fort bien, nous pouvons adopter des normes pour les logements à construire, mais nous sommes maintenant dans un rythme de renouvellement du parc de logements de 1 % par an. Nous disons : « Dans la perspective de la rareté croissante de l'énergie fossile, en particulier des hydrocarbures, il faudrait revenir à un système privilégiant les transports en commun et la mobilité douce. » Fort bien, mais quand nous regardons l'étalement urbain des cinquante dernières années, quand nous voyons la précarité énergétique aujourd'hui, qui touche de manière aiguë près de 20 % des ménages, et de façon chronique près de 40 %, quand nous voyons que ces personnes en vulnérabilité énergétique sont justement réparties dans un vaste espace, quand nous voyons comment les autoroutes périurbaines ont structuré l'espace au fil des cinquante dernières années, nous disons : « Très bien. Comment ferons-nous, concrètement ? » La première dimension dramatique de l'idée de gouvernance territoriale, c'est que les choix que nous faisons seront là pour très longtemps et que nous anticipons sur l'avenir sans même nous en rendre compte. Voilà la première raison de se projeter dans l'avenir, à cinquante ans.

Une seconde raison, encore plus importante, est de se dire : si les territoires, ces acteurs collectifs à naître – car ils n'existent pas encore –, qu'il faut développer pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, sont appelés à jouer un rôle essentiel, il faut avoir une vision claire des défis qu'ils auront à relever, des raisons pour lesquelles ils seront des acteurs majeurs. Des acteurs majeurs de quoi ? *De la conduite de la transition vers des sociétés durables.* Cela fait maintenant trente ans que nous répétons, comme une espèce de litanie : « Nos sociétés ne sont pas durables. » Force est de reconnaître que la transition n'est pas encore entreprise ici ou là. Nous en avons des signes, des expressions, des volontés, des prises de conscience, mais même si vous regardez les discours rabâchés depuis 1992 sur le développement durable et si nous regardons l'évolution réelle de nos villes, le discours va dans une direction, quelques actions – de plus en plus nombreuses, bien sûr – vont dans cette direction mais la réalité est allée dans l'autre, le processus d'étalement urbain n'a fait que continuer. Aujourd'hui, le fossé entre le discours sur la gouvernance territoriale et sa réalité est béant.

Pour nous, l'enjeu de la gouvernance territoriale est de relever ces défis majeurs du XXI<sup>ème</sup> siècle, qui sont un système mondialisé et des interdépendances irréversibles. Nous pouvons décider – à

quel coût, c'est autre chose – de sortir de l'Europe. Nous pouvons décider, pour protéger nos dernières industries survivantes, de dire : « Nous sortons du libre marché mondial et nous fermons nos frontières. » Ce que nous ne ferons pas, c'est rétablir le climat. Ce que nous ne ferons pas, c'est gérer de manière équitable les ressources naturelles mondiales. Ce que nous ne ferons pas, c'est faire face à l'épuisement des ressources d'énergie fossile ou à la destruction de la biodiversité. Nous sommes donc irréductiblement interdépendants. La gouvernance territoriale doit être pensée par rapport à ces défis du monde de demain, que j'ai rappelés autrefois : participer à la construction d'une communauté mondiale, construire un monde interdépendant autour de la valeur de responsabilité, repenser à nouveaux frais la gouvernance pour gérer ce monde complexe et interdépendant et, enfin, changer totalement d'itinéraire, de système de production et d'échanges. Or sur ces quatre sujets, le territoire a des choses majeures à dire. Je me bornerai à l'illustrer par deux points. Le premier est le développement des réseaux internationaux de villes et le second est la question de l'éducation.

Les réseaux de ville ne sont pas un phénomène nouveau en soi. Avant la révolution industrielle, au moment où les territoires jouaient le rôle majeur qu'ils ont joué dans l'histoire, nous avons par exemple connu la Ligue hanséatique, cette puissante alliance de villes de la mer Baltique, qui s'organisaient ensemble pour conduire le grand commerce international. Nous connaissons le rôle de Venise, de Gênes, nous connaissons les relations qui s'étaient installées entre comptoirs. Ce n'était pas les pays qui avaient des comptoirs, c'est Anvers, c'est Amsterdam, c'est Hambourg, etc. La mondialisation s'est faite non pas par des Etats mais par des villes, avant la révolution industrielle. Toutes ces structures en réseau se sont progressivement effacées au moment où, au XIXème ou au XXème siècle, les Etats se sont imposés comme les acteurs majeurs politiques et même économiques.

Maintenant, nous voyons ressurgir de manière très forte, dans le nouveau contexte de mondialisation, ces réseaux de ville. C'est à la fois sous la forme ancienne – des correspondances particulières entre les villes, des bureaux de Lyon à Shanghai ou des représentations de São Paulo ou de Barcelone dans le monde entier – et aussi, phénomène plus nouveau, l'émergence des réseaux internationaux de villes qui prennent conscience, collectivement, de leur responsabilité pour relever les défis du monde de demain. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, se sont développés, dans le cadre de ce que leurs promoteurs ont appelé la « diplomatie des peuples », des jumelages entre villes, qui avaient une intention, au départ, plutôt culturelle puisque cela est né des rapports entre la France et l'Allemagne. Quel meilleur moyen de surmonter l'épaisseur des ressentiments et des défiances des deux Guerres mondiales que de dire : « nous allons faire des échanges entre deux villes, nous allons apprendre à nous connaître, à nous découvrir, nous allons échanger les enfants des écoles, nous allons faire des fêtes ensemble, etc. » ? C'était tout à fait respectable. La nouvelle étape dans laquelle nous sommes est allée bien au-delà. Pensez, par exemple, à la Convention des maires européens, dont nous aurons l'occasion de reparler. Des villes au départ en petit nombre – deux ou trois dizaines – disaient : « Nous avons notre responsabilité dans la transition énergétique. Nous allons aller au-delà des engagements de l'Union européenne dans le domaine du développement des énergies renouvelables et de l'économie d'énergies fossiles. » En quelques années, c'est 4 000 villes qui se sont mises à échanger entre elles sur ces questions. Le même phénomène se passe au niveau mondial et nous pouvons parler d'une véritable mondialisation en réseau, d'une *mondialisation horizontale*. La pensée traditionnelle de la gouvernance, c'est une mondialisation en poupées russes. Nous avons la commune, qui s'emboîte dans l'agglomération, qui s'emboîte dans la région, qui s'emboîte dans l'Etat, qui s'emboîte dans l'Europe, qui s'emboîte dans le monde. Là, nous avons beaucoup l'idée selon laquelle nous gérons la mondialisation par des réseaux entre égaux. C'est le premier phénomène extrêmement intéressant, qui va amener à développer l'échange d'expériences entre les villes, dont le symbole est d'ailleurs les conclusions de la conférence internationale Rio+20, où, littéralement, les Etats, incapables de se mettre d'accord sur quelques mesures sérieuses, ont remis les clés de la planète aux villes. Ils ont dit : « A vous de jouer. » C'est malhonnête mais dans les faits, les villes sont obligées de relever ce défi.

Je prendrais un second exemple, qui est celui de l'éducation. Comment préparer nos enfants à exercer leur responsabilité dans le monde de demain ? S'il y a bien un investissement qui soit à long terme, c'est celui-là. Nous ne pouvons pas les y préparer en juxtaposant les formations disciplinaires, quelle que soit la qualité des enseignements de sciences de la vie et de la terre au

sein des lycées. Cela reste des enseignements disciplinaires. Il faut que les villes deviennent des espaces d'éducation parce que c'est à partir des réalités locales que l'on peut comprendre le monde, y compris comprendre la mondialisation, et que l'on peut, à partir de la petite échelle, à partir des enfants et des jeunes, construire petit à petit la conscience de notre coresponsabilité.

Vous voyez que bien au-delà de la gestion publique et de sa modernisation, la gouvernance territoriale nous entraîne à la fois vers l'avenir de nos enfants et de leur capacité à exercer une responsabilité collective sur le monde, et vers la résolution des défis du XXIème siècle. »

